

Un exemple parlant : l'entreprise Sanofi.

D'un côté,

- 5,5 milliards de profits dont 3,7 versés en dividendes aux actionnaires, soit l'équivalent de 50 000 euros de richesses annuelles créées par salarié ;
- une augmentation de ces dividendes pour la 21^e année consécutive ;
- une prime de bienvenue de 4 millions d'euros pour le nouveau PDG.

De l'autre,

- des licenciements, notamment dans les activités de la recherche et le développement ;
- une baisse des investissements ;
- le refus d'accorder une prime de 120 euros pour des salarié-e-s postés.

Le 6 mars, leur lutte a permis de gagner une augmentation de 80 euros net de leur prime de poste, des embauches en CDI et l'investissement dans l'outil de production.

Ainsi, à longueur d'antenne, économistes, experts, se relaient pour accréditer l'idée, portée par le Medef et le gouvernement que la solution à nos problèmes serait d'accepter de nouveaux sacrifices en matière d'emplois, de salaires ou de retraites, de démanteler les services publics qui nous accompagnent au quotidien. Ils voudraient imposer leurs éternels mauvais remèdes qui conduisent au niveau de chômage et de précarité que nous connaissons, à un gel voire une baisse du pouvoir d'achat pour les plus modestes.

Les négociations qui s'ouvrent sur les retraites complémentaires AGIRC/ARRCO en sont un nouvel exemple. Ce sont les salarié-e-s et les retraité-e-s qui devraient assumer le manque de recettes de ces caisses en cotisant plus longtemps tout en voyant leur pension de retraite diminuer.

Ces politiques consistant à chaque fois à culpabiliser et à « faire payer » ceux qui n'ont que le fruit de leur travail comme revenu, c'est ce qu'on appelle l'austérité.

Les salarié-e-s ne sont pas dupes. Ce début d'année est marqué par de nombreux conflits sociaux dans différentes professions comme la santé, l'énergie, les transports avec les routiers, les cheminots, la chimie, etc. Des conflits sont marqués par des succès en matière de salaires, de primes obtenues, d'emploi.

Ces luttes, on les retrouve dans de nombreux pays européens à l'image des métallurgistes allemands qui viennent d'obtenir une augmentation générale de 3,4%.

Oui, le progrès social est possible aujourd'hui

La journée du 9 avril doit constituer une étape forte de mobilisation des salarié-e-s dans chaque entreprise et établissement public.

Elle doit être une journée pour se faire entendre sur les lieux de travail et dans la rue pour construire collectivement un autre avenir social et économique.

**Le 9 avril, moi aussi, j'en suis !!!
Ensemble, imposons d'autres choix !**

la